

# DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE

Ressources  
Affaires Juridiques et Assemblées  
Etude Juridique et Ressources Documentaires

Pauline DANEU  
BP 737  
07007 Privas Cedex  
Tél : 04.75.66.77.66  
sejrd@ardeche.fr

## **ARRÊTÉ n°2023-88**

**portant délégation de signature à madame Sandra DEVISE, cheffe du service action sociale de polyvalence de la DTAS Centre**

**LE PRESIDENT,**

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 3221-3 ;
- VU** l'élection de monsieur Olivier AMRANE en qualité de Président du Conseil Départemental en date du 1er juillet 2021 ;
- VU** la délibération n°6.3.1 du Conseil départemental du 1<sup>er</sup> juillet 2021 donnant délégation de pouvoir à monsieur Olivier AMRANE ;
- VU** l'arrêté n°2022-222 du 29 mars 2022 portant organisation des services départementaux ;

**CONSIDERANT** que la signature s'entend indifféremment comme pouvant prendre une forme manuscrite ou électronique ;

**CONSIDERANT** que les délégations données à un subordonné sont de fait incluses dans le champ de délégation de ses supérieurs hiérarchiques ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services départementaux ;

**SUR** proposition de madame Marylène MONGALVY, directrice générale des services départementaux ;

## ARRETE

**Article 1** : Délégation directe et permanente est donnée à madame Sandra DEVISE, cheffe du service action sociale de polyvalence de la DTAS Centre, en qualité des fonctions qui lui sont conférées, pour signer en mon nom, sous mon contrôle et ma responsabilité, tous les documents entrant dans le cadre des attributions et des compétences liées à son affectation, dans la limite du ressort territorial de la DTAS Centre et des pièces suivantes :

1) les correspondances courantes, dont les courriers et correspondances adressés aux responsables des exécutifs locaux (Maires, Présidents d'EPCI, de Région...), à l'exception des courriers qui engagent juridiquement, financièrement ou politiquement le Département (octroi de subvention, ...), et à l'exception des courriers adressés aux membres du corps préfectoral et directeurs des services de l'Etat,

2) les états de dépenses et les états de recettes,

3) les actes préparatoires à la passation des marchés suivants : les courriers d'information aux candidats retenus et de rejet aux candidats non retenus, quel que soit le montant du marché,

4) les actes préparatoires à la passation des marchés suivants : les échanges liés à la négociation, la mise au point et les rapports d'analyse des offres dans la limite du seuil de 5 000 € HT,

5) les bons de commande et les actes d'engagement des marchés (subséquents ou spécifiques) dans la limite du seuil précité,

6) les actes se rapportant à l'exécution de la commande publique (règlement des prestations, notification de l'application ou de la non application de pénalités, opérations de réception, ordre de service emportant début, arrêt ou reprise des prestations, ordre de service emportant prolongation des délais d'exécution, nantissement, sous-traitance), quel que soit le montant du marché,

7) les documents relatifs à la gestion courante du personnel,

8) les courriers notifiant les décisions d'attribution d'aides individuelles ;

9) les décisions d'allocation d'aide à l'enfance et secours d'urgence ;

10) les rapports d'évaluation liés aux informations préoccupantes ;

11) les rapports d'évaluation des majeurs vulnérables ;

12) les rapports adoption et projet de vie ;

13) les mesures d'accompagnement sociales personnalisées (MASP) ;

14) les mesures d'accompagnement en économie sociale et familiale (MAESF) ;

15) les décisions (accès et maintien) relatives au fond unique logement (FUL) ;

16) l'accompagnement social lié au logement ;

17) les accords de prise en charge financière de certificats médicaux pour les mesures de protection aux majeurs ;

18) les demandes de secours d'urgence et les demandes de réapprovisionnement dans le cadre de la régie d'avance créée par décision n° 2021-272 du Président du conseil départemental en date du 14 avril 2021 ;

19) les actes afférents des aides financières suivantes :

- allocations principales territoriales d'action sociale,
- secours financiers Précarité.

**Article 2** : Le présent arrêté, qui prend effet à compter de sa publication, abroge l'arrêté de délégation de signature antérieur n°2022-350.

**Article 3** : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental et/ou d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON Cedex 03, dans le délai de deux mois suivant sa publicité. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Lyon de manière dématérialisée, via «Télérecours citoyen» accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** : Madame la directrice générale des services départementaux est chargée de l'exécution du présent arrêté. Le présent arrêté fera l'objet d'une transmission au contrôle de légalité et d'une publication par voie dématérialisée sur le site internet du Département de l'Ardèche.

Fait à Privas le 25/01/2023

Le Président,  
Monsieur Olivier AMRANE



Reçu à la Préfecture le 25/01/2023  
Affiché en l'Hôtel du département le 30/01/2023  
Identifiant de télétransmission : 206294

